

HOPITAL ANTOINE BECLERE AP HP

**AMELIORATION DE LA SECURITE INCENDIE DE LA
SUPERSTRUCTURE DU BATIMENT JEAN HAMBURGER SECTEUR 01
SITE D'ANTOINE BECLERE DU GHU APHP UNIVERSITE PARIS SACLAY**

**MAÎTRE D'OUVRAGE****MAÎTRE D'OEUVRE**

Bureau d'études



104 Boulevard de Sébastopol
75003 PARIS
Tel : 07 86 88 51 94
michael.miclo@exe-ing.fr

DOSSIER DE CONSULTATION**CCTP LOT DÉMOLITION DÉSAMANTAGE**

(Bâtiment Jean Hamburger - R+1/R+2 Aile A et C)

**INDICE 0
JUILLET 2025**

TABLEAU DE SUIVI DES MODIFICATIONS

| DATE | MODIFICATION | INDICE | REDACTEUR |
|----------|----------------------|--------|-----------|
| 16/07/25 | CREATION DU DOCUMENT | 0 | M.MICLO |

SOMMAIRE

| | |
|--|----------|
| 1. GENERALITE..... | 6 |
| 1.1. OBJET | 6 |
| 1.2. CONTEXTE | 6 |
| 1.3. PRESENTATION DU BATIMENT | 6 |
| 1.4. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT & SITUATION ADMINISTRATIVE..... | 7 |
| 2. PRESENTATION DU PROJET | 8 |
| 2.1. OBJECTIF DU PROJET | 8 |
| 2.2. NATURE DES TRAVAUX | 8 |
| 2.3. ALLOTISSEMENT | 8 |
| 2.4. PRECISIONS SUR LES TRAVAUX..... | 9 |
| 2.5. PHASAGE..... | 9 |
| 2.6. ÉTENDUE DES TRAVAUX..... | 10 |
| 2.6.1. Prise de connaissance du projet..... | 10 |
| 2.6.2. État des lieux..... | 10 |
| 2.7. LIMITATION DES NUISANCES | 11 |
| 2.8. DISPOSITIF DE SECURITE | 11 |
| 2.9. PLANNING ET PHASAGE | 11 |
| 2.10. DOCUMENTS ET PLANS JOINTS..... | 12 |
| 2.11. DOCUMENTS ET PLANS A FOURNIR..... | 12 |
| 2.12. METHODES DE REALISATION | 13 |
| 2.12.1. Généralités | 13 |
| 2.12.2. Prise de possession du chantier | 13 |
| 2.12.3. Protection des ouvrages adjacents | 13 |
| 2.12.4. Réseaux et canalisations | 14 |
| 2.12.5. Voies publiques et propriétés diverses..... | 14 |
| 2.12.6. Immeubles voisins | 15 |
| 2.12.7. Ouvrages préservés | 15 |
| 2.12.8. Objets rencontrés | 15 |
| 2.12.9. Désinfection | 16 |

| | | |
|----------|--|----|
| 2.12.10. | Matériaux et produits dangereux | 16 |
| 2.13. | SECURITE, HYGIENE DES CHANTIERS | 17 |
| 2.13.1. | Généralités | 17 |
| 2.13.2. | Coordination, sécurité | 17 |
| 2.14. | GESTION ET DESTINATION DES DECHETS (TRAÇABILITE) | 17 |
| 2.14.1. | Classification des déchets..... | 17 |
| 2.14.2. | Zones de regroupement des matériaux sur le site | 18 |
| 2.14.3. | Destinations privilégiées par ordre de priorisation..... | 18 |
| 2.14.4. | Revalorisation, recyclage..... | 18 |
| 2.14.5. | Traçabilité | 18 |
| 2.15. | HEURES D'INSERTION | 19 |
| 2.16. | PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LE LIEU DES TRAVAUX..... | 19 |
| 2.17. | OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT | 19 |
| 3. | PREPARATION DE CHANTIER | 20 |
| 3.1. | INSTALLATION DE CHANTIER | 20 |
| 3.1.1. | Constat d'huissier..... | 20 |
| 3.1.2. | Démarches administratives | 20 |
| 3.1.3. | Confinement de chantier | 21 |
| 3.1.4. | Base vie..... | 21 |
| 3.1.5. | Balisage du chantier..... | 22 |
| 3.1.6. | Transports | 22 |
| 3.1.7. | MOYENS D'ACCES..... | 23 |
| 4. | TRAVAUX DE DEPOSE ET REPOSE..... | 24 |
| 4.1. | DEPOSE DES FAUX PLAFONDS..... | 24 |
| 4.2. | DEPOSE DES PORTES | 24 |
| 4.3. | DEPOSE DES PORTES DE GAINES TECHNIQUES ET PLACARDS | 24 |
| 4.4. | DEPOSE ET REPOSE..... | 25 |
| 5. | TRAVAUX DE CURAGE | 26 |
| 5.1. | TRAVAUX DE DESAMANTAGE..... | 26 |
| 5.1.1. | Rapport amiante | 26 |
| 5.1.2. | Normes et règlements | 26 |
| 5.1.3. | Étendue de la prestation | 29 |
| 5.1.4. | Plan de retrait | 29 |

| | | |
|----------------|---|-----------|
| 5.1.5. | Base vie spécifique aux travaux de désamiantage | 30 |
| 5.1.6. | Aménagement et préparation des zones pour travaux extérieurs | 30 |
| 5.1.7. | Aménagement et préparation des zones pour travaux intérieurs..... | 31 |
| 5.1.8. | Travaux de dépose | 31 |
| 5.1.9. | Evacuation des déchets | 32 |
| 5.1.10. | Contrôles – Analyses..... | 32 |
| 5.1.11. | Restitution des locaux | 32 |
| 5.1.12. | Dossier des ouvrages exécutés partie désamiantage | 32 |
| 5.1.13. | Rapport final d'intervention..... | 33 |
| 5.2. | TRAVAUX DE CURAGE | 33 |

1. GENERALITE

1.1. OBJET

Le présent dossier a pour objet de définir les prestations du lot démolition désamiantage pour le projet d'amélioration de la sécurité incendie & l'humanisation de la superstructure au R+1 et R+2 des Ailes A et C ainsi qu'aux escaliers de l'Aile A du Bâtiment Jean Hamburger de l'hôpital Antoine BECLERE à Clamart.

1.2. CONTEXTE

Le bâtiment Jean Hamburger accueille depuis 1972 des services de soins, administratifs et des installations techniques.

Ce bâtiment a fait l'objet de travaux d'amélioration de la sécurité incendie dans l'ensemble des étages du bâtiment (infrastructure comme superstructure), ces travaux finalisés en fin 2019 comprenaient les améliorations suivantes :

- Migration du système de sécurité incendie sur un système de nouvelle génération,
- Généralisation de la détection incendie et de l'alarme dans l'ensemble du bâtiment,
- Rénovation du Poste Central de Sécurité Incendie,
- Création de colonnes sèches, RIA,
- Baies accessibles sur le tripode (superstructure),
- Non-stop ascenseurs.

Cependant des travaux complémentaires restent à mener. Dans ce contexte, l'hôpital a mis à jour son schéma directeur incendie pour l'ensemble de l'établissement. Ce dernier a été déposé en mairie le 15 octobre 2019.

Sur cette base, par l'intermédiaire du présent projet, l'établissement continue l'amélioration de la sécurité incendie de son établissement, des services de soins de la superstructure du Bâtiment Jean Hamburger.

En complément des travaux d'amélioration de la sécurité incendie du bâtiment, l'Etablissement souhaite profiter de ces travaux de restructuration lourds pour procéder à des travaux d'humanisation et à d'autres travaux complémentaires sur les étages concernés par les travaux d'amélioration.

Ces travaux d'amélioration de la sécurité incendie du bâtiment et d'humanisation sont en cours et ont déjà été réalisés au R+4 pour les Ailes A, B et C ainsi qu'au R+3 pour l'Aile A et C.

1.3. PRESENTATION DU BATIMENT

Le bâtiment Jean hamburger Secteur 01 est ouvert depuis 1971.

Il est composé de :

- Une toiture-terrasse technique (R+5),
- 5 niveaux en superstructure (du RDC au R+4),
- 2 niveaux en infrastructure (RDCB et R-1).

Dans le contexte de la consultation, les étages 1 à 2 sont à traiter, les services sont répartis de la manière suivante :

➤ **1er étage :**

- ✓ Aile A : Chirurgie Viscérale (30 lits),
- ✓ Aile C : Espace de bureaux à proximité de l'escalier 185-031,

➤ **2ème étage :**

- ✓ Aile A : Unité de Gériatrie Aigue (33 lits),
- ✓ Aile C : Espace de bureaux à proximité de l'escalier 185-031,

➤ **3ème étage :**

- ✓ Aile A : Hépatogastroentérologie (27 lits),
- ✓ Aile C : Espace de bureaux à proximité de l'escalier 185-031,

Les travaux en cours sont réalisés par phase et en fonction des contraintes des différents services du centre hospitalier (3 phases du projet global ayant déjà été réalisées, la présente consultation concerne l'ensemble des travaux liés aux phases 4 et 5).

Les zones de travaux seront soigneusement confinées et banalisées de façon à ne gêner aucun service et d'éviter la présence du public dans la ou les zones en travaux.

La continuité de services sera également à gérer lors des travaux afin d'éviter l'interruption brutale d'alimentations électriques, d'alimentation en fluides médicaux, etc...

1.4. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT & SITUATION ADMINISTRATIVE

Le bâtiment Jean Hamburger secteur 01 est un établissement de soins (type U) de 1ère catégorie, avec un effectif actualisé de 2480 personnes.

Il est actuellement en avis défavorable à la poursuite de l'activité suivant la dernière visite périodique en date du 11 avril 2018.

2. PRESENTATION DU PROJET

2.1. OBJECTIF DU PROJET

L'objectif de l'opération est d'améliorer la sécurité incendie de la superstructure du Bâtiment Jean Hamburger secteur 01, conformément au schéma directeur incendie, suivant le phasage prévu.

En plus, de cette amélioration de sécurité incendie, le présent projet prévoit, l'humanisation des services impactés.

Le phasage précis est détaillé dans le planning de l'OPC. L'entreprise établira son offre obligatoirement en fonction du carnet de phasage établi par l'OPC (phases 4 à 5) notamment pour identifier les zones de l'Aile C concernées par les travaux.

2.2. NATURE DES TRAVAUX

Concerne les travaux de :

- Passerelles au R+1 et R+2 de l'aile A,
- 2ème étage de l'aile A, une partie à proximité des ascenseurs aile C,
- 1er étage de l'aile A, une partie à proximité des ascenseurs aile C,
- Escaliers de l'aile A sur tous les niveaux,

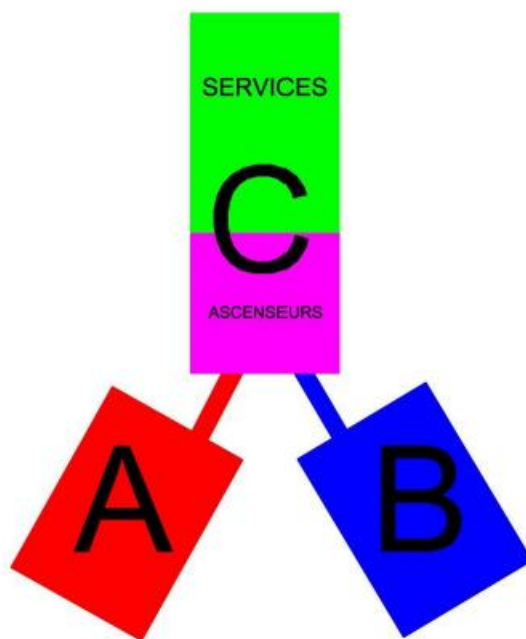
2.3. ALLOTISSEMENT

- LOT unique.

2.4. PRECISIONS SUR LES TRAVAUX

Certaines ailes et niveaux ont déjà fait l'objet de travaux.

Le découpage des Ailes est le suivant :



2.5. PHASAGE

Les travaux seront réalisés en site occupé, pour ce faire l'opération se fera par phase (voir plans de zoning et planning OPC). L'hôpital devra libérer une aile sur un niveau complètement pour permettre la réalisation intégrale de ce dernier. Les services seront déménagés et réaménagés par l'hôpital.

2.6. ÉTENDUE DES TRAVAUX**2.6.1. Prise de connaissance du projet**

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet, il doit connaître non seulement les pièces contractuelles de son corps d'état mais également tous documents ayant une incidence sur ses propres travaux à réaliser.

Il doit signifier au maître d'œuvre toutes anomalies ou discordances susceptibles d'avoir une influence sur la réalisation des travaux.

Sa proposition sera réputée tenir compte implicitement de ces diverses conditions, si aucune mention particulière n'accompagne son offre.

Il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts ou incomplets, et ce après la remise de son offre.

Le présent C.C.T.P. et les documents contractuels ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description détaillée de tous les matériaux, ouvrages, détails et accessoires, il reste entendu que seront compris dans le marché forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'Art, les règlements, les normes en vigueur et les règles élémentaires de l'esthétique.

Conception :

Les éléments de ce dossier doivent permettre au soumissionnaire de réaliser les dimensionnements nécessaires à son chiffrage et à sa mise en œuvre.

Néanmoins l'entreprise devra intégrer les éventuels compléments techniques nécessaires afin d'avoir une offre homogène qui ne saurait faire l'objet d'aucune plus-value ultérieure.

2.6.2. État des lieux**État du terrain**

L'entrepreneur est réputé avoir, avant la remise de son offre, pris connaissance complète et entière des lieux et de leurs abords et avoir pris en compte pour l'établissement de son prix, toutes les sujétions et difficultés inhérentes à l'exécution des travaux dans les règles de l'art.

Il est donc parfaitement en mesure d'apprécier les difficultés qu'il pourrait rencontrer ultérieurement, du fait de la configuration du terrain, de ses accès, de la nature du sol, des constructions voisines, de la voirie existante, etc.

L'entrepreneur devra également tenir compte de la présence des réseaux enterrés, des voiries et trottoirs conservés.

2.7. LIMITATION DES NUISANCES

L'entrepreneur devra tous les moyens et dispositions pour :

- Limiter les travaux dans l'enceinte du site (protection vis-à-vis des ouvrages et limites de propriété mitoyennes)
- **Limiter les nuisances sonores. Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.**
A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables. Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation qui entraînerait une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourrait être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant implicitement comprises dans les prix du marché.
- **Eviter la propagation de poussières et gravats vers les mitoyens et vers le domaine public. A ce titre, les systèmes de démolition et d'évacuation des gravats seront adaptés et soumis au préalable à l'accord du Maître d'œuvre**
- Maintenir exploitables et conformes les cheminements et voiries affectés à la sécurité des personnes et des travailleurs.

2.8. DISPOSITIF DE SECURITE

Il appartient à l'entrepreneur du présent lot de prendre à ses frais, toutes les mesures relatives à la sécurité des biens et des personnes pour la réalisation de ses ouvrages.

Une attention particulière sera portée à la sécurité sur le chantier, notamment pour la protection des riverains. Aucun stockage ne devra se faire en dehors de l'enceinte du chantier préalablement définie. Toutes les mesures nécessaires au respect des réglementations en vigueur seront prises.

En outre l'entrepreneur doit l'intégralité des équipements de chantier nécessaires à son personnel. Une concertation préalable avant le démarrage du chantier avec les services municipaux sera exigée concernant les accès au chantier.

Un plan de circulation devra être établi indiquant les trajets prévus des camions, les éventuelles coupures de voirie, et autres contraintes.

2.9. PLANNING ET PHASAGE

Un planning prévisionnel d'exécution sera établi lors de la période de préparation par l'entreprise. Le planning respectera le délai contractuel fourni à la consultation.

La décomposition des sous-détails de ce planning prévisionnel d'exécution pourra être aménagée en fonction des méthodes de travail de l'entreprise.

Le délai global et les dates clé partielles seront inchangés et devront être respectés sous peine d'application des pénalités contractuelles prévues au CCAP.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, l'entreprise devra faire agréer ses sous-traitants et sera seule responsable de leurs interventions et sera tenue de prendre toutes les dispositions pour faire face à leurs défaillances éventuelles.

2.10. DOCUMENTS ET PLANS JOINTS

Les prestations seront conformes à tous les documents et plans joints au présent appel d'offres.

L'entrepreneur devra signaler au Maître d'œuvre avant sa remise de prix, toutes les imprécisions, erreurs ou omissions éventuelles qui résulteraient du présent document, dans le but d'obtenir une meilleure évaluation.

Si aucune réserve n'est formulée en temps utile, l'entrepreneur aura de ce fait, la responsabilité de la bonne exécution des travaux et ce sans pouvoir prétendre à quelques travaux supplémentaires du fait de son omission.

2.11. DOCUMENTS ET PLANS A FOURNIR

Durant la période de préparation du chantier, le titulaire du présent lot sera tenu de fournir tous les éléments et plans de détails relatifs à l'exécution de ses ouvrages et de les soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre et du coordonnateur de sécurité.

Ces documents portent en particulier sur :

- Les installations de chantier et les zones de stockage des matériaux, matériels et déchets.
- Les pistes de chantier et leur accès, ainsi que l'emprise du chantier.
- Les méthodes et moyens de levage de chantier.
- Le planning détaillé d'exécution avec engagement de courbes d'effectif
- Les produits spécifiques
- Le traitement des déchets, la protection des ouvrages conservés et des accès
- Les plans détaillés d'exécution
- Les notes de calculs associées (stabilité des talus, déblai / remblai, niveau d'émission sonore,...)
- Le PPSPS
- Le plan de circulation extérieur au chantier.
- Les informations relatives au site sur lequel seront préparés les matériaux du gros-œuvre pour transformation en granulats (autorisations légales, localisation aménagement prévu...)

Celle-ci devra être faite avant le démarrage des travaux, des copies seront transmises au maître d'ouvrage, maître d'œuvre et au coordonnateur de sécurité.

En fin de chantier, l'entrepreneur fournira les plans de recollements de chantier ainsi que les bordereaux de suivi de déchets ou d'apport de matériaux.

2.12. METHODES DE REALISATION**2.12.1. Généralités**

L'entrepreneur sera censé avoir pris connaissance de la situation du projet, des accès, de toutes les sujétions d'environnement, et de la réglementation en vigueur.

En aucun cas, il ne pourra prétendre à un supplément ou évoquer les difficultés de mise en œuvre en prétextant une méconnaissance du site.

Dans une note technique jointe à son offre, l'entrepreneur indiquera les méthodes d'exécution qu'il a choisies pour la réalisation des différentes parties de l'ouvrage, en fonction de son matériel, des installations de chantier qu'il prévoit et du calendrier d'exécution.

Compte tenu des contraintes environnementales :

- Présence de réseaux (évacuation EU, EV, gaz, chauffage...)
- Voies de circulation et de stationnement
- Espaces verts préservés

L'émission de poussières devra être limitée. L'entreprise pulvérisera de l'eau aux points d'émission des poussières au sol et au niveau de l'outil.

Pour les travaux de démolition du bâtiment, l'entreprise utilisera la technique de l'émiettement ou fragmentation à l'aide d'un engin muni d'un bras de hauteur adapté à la hauteur de l'ouvrage à abattre et éventuellement de l'écrêtage si nécessaire.

Toutes les dispositions devront être prises par l'entreprise afin de s'assurer de la mise hors service des différents réseaux concessionnaires y compris les éventuels branchements nécessaires à la continuité d'exploitation des installations techniques.

2.12.2. Prise de possession du chantier

L'entrepreneur ne pourra entreprendre les travaux qu'après avoir été mis en possession des constructions à démolir.

L'entrepreneur prendra possession des ouvrages et terrains dans l'état où ils se trouvent. Il fera son affaire d'éventuels abattages, dessouchages d'arbres, traitement et évacuation en décharge des végétaux strictement nécessaires à la réalisation de ses travaux, et ce uniquement après accord du maître d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

2.12.3. Protection des ouvrages adjacents

L'entrepreneur apportera une attention particulière et prendra toutes les dispositions pour ne pas détériorer les ouvrages conservés (Chaussées, trottoirs, candélabres, tampons, caniveaux, bâtiments voisins, clôtures, etc...) ; il supportera seul toutes les conséquences résultant des dégâts éventuels. Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art en respectant les dispositions du projet et celles arrêtées en commun pendant la période de préparation.

L'entrepreneur devra assurer la protection de ces ouvrages préexistants pendant le cours du chantier, ainsi que la réfection des ouvrages defectueux ou détériorés, constatés, soit en cours d'exécution, soit à la réception, et avec toutes les conséquences en découlant, en particulier, pour

les trottoirs, les bordures, les logements adjacents aux accès de chantier, les signalisations et les mitoyens.

L'entrepreneur devra respecter en tous points les préconisations de la Ville.

2.12.4. Réseaux et canalisations

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour le soutien des canalisations et conduites rencontrées lors des démolitions.

En outre, afin d'éviter tout accident, l'entrepreneur devra s'assurer avant de commencer la démolition, que les canalisations de distribution de toutes natures ont bien été coupées EAUX, EDRF, GDRF, exploitant chauffage et ECS, FRANCE TELECOM, l'éclairage public, réseaux de téléphonie mobile, etc....).

L'obtention des certificats de débranchements de chaque service concédé est à la charge du présent lot.

Dans tous les cas, l'entrepreneur restera entièrement responsable des dommages causés aux canalisations et conduites, et ne sera admis à présenter de réclamation de toute nature que ce soit du fait de leur présence.

L'entrepreneur devra se procurer auprès des services intéressés, tous les renseignements permettant de déterminer les positions des réseaux existants.

Dans le cas où ces travaux se feraient à proximité immédiate de ces canalisations ou conduites, l'entrepreneur devra en aviser l'administration ou le service concessionnaire intéressé huit jours au moins avant le commencement d'exécution de ses travaux, et en aviser également le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur de sécurité.

2.12.5. Voies publiques et propriétés diverses

L'entrepreneur devra réparer, à ses frais, toutes les dégradations que lui, ses agents, préposés ou ouvriers, auront pu causer aux ouvrages sur la voie publique ainsi qu'aux propriétés privées ou ouvrages voisins affectés par les travaux.

Un constat d'huissier des voies publiques et propriété diverses étant fait avant travaux (avec photos certifiées conformes à l'appui), le maître d'ouvrage à la réception des travaux, pourra réclamer la réparation des dégâts constatés.

Si, dans un délai convenu, ces réparations n'étaient pas effectuées, le maître d'ouvrage se réserve le droit de les faire exécuter par une entreprise de son choix, le montant de ces travaux sera alors déduit du montant du marché de l'entrepreneur concerné.

2.12.6. Immeubles voisins

L'entrepreneur devra garantir le MAITRE D'OUVRAGE contre tous recours des propriétaires (voir § constat d'huissier).

Il lui incombera de prendre les mesures et précautions nécessaires pour éviter que les travaux n'affectent les propriétés voisines.

Dans le cas où une détérioration survient sur la parcelle voisine, détérioration d'espaces verts ou casse de toute nature et d'une manière générale, tous les dommages pouvant être causés à autrui et dont la responsabilité est imputable à l'entrepreneur, la réparation de ces dommages serait à la charge du titulaire dans les plus brefs délais.

2.12.7. Ouvrages préservés

Sont exceptés du marché de démolition :

Les trottoirs, voiries, voiries piétonnes lourdes : une attention particulière devra être apportée quant au maintien en l'état des voiries desservant cette opération (après constat par huissier de l'état avant travaux desdits ouvrages, il incombe au démolisseur la réfection de ces ouvrages s'il y a eu détérioration).

Les inscriptions indicatives des noms des rues et des numéros des bâtiments.

Tous les objets d'art et d'antiquité apparents pouvant servir à l'histoire de la construction, de la décoration, de l'ameublement, des mœurs, usage et coutumes de la ville en quelque dimension qu'ils puissent être, tels que ensembles et fragments d'architecture, sculpture, peinture, menuiseries, ferronnerie fonte ou fer forgé.

Tous les objets réservés aux § 2 et 3 ci-dessus, devront être transportés par l'entrepreneur à ses risques et à ses frais, aux endroits qui lui seront indiqués et ils ne devront être remis par lui que contre reçu du service destinataire.

Les robinets de coffrets de branchements d'eau, de gaz et d'électricité intérieurs et extérieurs, portant le nom d'une des sociétés ayant distribué ou distribuant l'eau, le gaz et l'électricité, ainsi que les plaques attenantes à ces robinets, les canalisations compteurs appartenant aux services des eaux, du gaz et de l'électricité.

Les appareils secs, robinets, compteurs, boîtes de compteurs et canalisations d'eau, de gaz et d'électricité, lesquels seront réservés pour le service intéressé.

2.12.8. Objets rencontrés

Par dérogation à l'article 716 du Code Civil, la Société se réserve expressément le droit de s'attribuer exclusivement tous les objets pouvant présenter un caractère artistique ou archéologique, les objets d'art ou les monnaies ou médailles que l'on pourrait trouver dans les démolitions ou dans les fouilles.

Aussitôt après leur découverte, ces objets seront signalés à la Société qui en dressera, s'il y a lieu, procès-verbal et tenus à sa disposition dans les conditions indiquées ci-après.

A moins que la propriété de ces objets ne puisse être revendiquée par des tiers, la Société paiera, à celui ou ceux qui auront découverts lesdits objets par le pur effet du hasard, la valeur fixée à l'amiable ou par expertise de la moitié de ces objets.

L'entrepreneur devra porter ces conditions à la connaissance des ouvriers, employés aux travaux, notamment par voie d'affichage à l'intérieur des chantiers.

Pour l'enlèvement et la conservation des objets trouvés, l'entrepreneur devra se soumettre à toutes les prescriptions qui lui seront faites par la Société.

En cas de découverte d'engins de guerre, les services de déminage et la Mairie seront immédiatement prévenus par l'entreprise.

2.12.9. Désinfection

L'entrepreneur, aussitôt qu'il sera mis en possession du bâtiment, sera tenu d'exécuter dans les locaux à démolir, avant de commencer les travaux, toutes les désinfections qui lui seraient imposées pour des raisons particulières de l'opportunité desquelles l'entrepreneur sera seul juge.

2.12.10. Matériaux et produits dangereux

Le maître d'ouvrage ne pourra accepter aucune plus-value pour enlèvement de matériaux ou de produits dangereux. L'entrepreneur de démolition ayant reconnu avoir visité les lieux avant travaux, et réputés connaître la nature des matériaux sur lesquels il intervient, les prix remis inclus les droits d'évacuations, de décharges, de destructions.

A charge de l'entrepreneur de démolition de prendre contact avec les services concédés et une entreprise spécialisée pour l'enlèvement de tous produits, matériaux et matières dangereuses nécessitant une qualification particulière. Le démolisseur n'étant pas habilité à l'enlèvement et le transport de matières dangereuses.

L'entreprise retenue, en accord du maître d'ouvrage, est tenue de respecter la réglementation en vigueur et notamment, les instructions spécifiques relatives aux matériaux et produits dangereux, en particulier les décrets n° 96-97, 96-98 du 7 février 1996, les arrêtés du 14 mai 1996 et du 20 août 1996 et les circulaires du 19 juillet 1996 et 9 janvier 1997 (amiantes, pyralène et dérivés ...) et le décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, relatif à la protection des travailleurs.

L'entrepreneur fournira au maître d'ouvrage, l'ensemble des bordereaux de suivi des déchets toxiques déposés en décharge agréée.

L'entrepreneur fera apparaître distinctement dans son offre, les coûts engendrés pour la dépose et l'enlèvement des déchets toxiques, il en indiquera également la nature et établira une attestation précisant les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour leur élimination avant de réaliser la démolition proprement dite.

2.13. SECURITE, HYGIENE DES CHANTIERS

2.13.1. Généralités

L'entrepreneur est tenu de respecter toutes les réglementations en vigueur et notamment :

- Travaux en proximité de réseaux concédés
- Travaux en site urbain
- Sécurité des personnes
- Sécurité du personnel
- Hygiène du personnel
- Règlement du travail (OPPBTP, CRAM, DDTE, ...)

2.13.2. Coordination, sécurité

Le titulaire du présent lot pourrait faire appel à de la sous-traitance, il sera donc demandé l'établissement d'un P.P.S.P.S. et l'entrepreneur se conformera aux demandes du Coordinateur Sécurité sur le chantier pendant l'exécution de ses travaux de démolition.

Il est bien précisé que la coactivité pendant la phase propre de déconstruction est strictement interdite.

2.14. GESTION ET DESTINATION DES DECHETS (TRAÇABILITE)

2.14.1. Classification des déchets.

Actuellement, il existe trois classes de centre de stockage :

Classe I pour les déchets spéciaux (amiante, goudrons, bois traités, etc....)

Classe II pour les déchets ménagers et assimilés (en particulier déchets de chantier non triés)

Classe III pour les déchets inertes (produits ou manufacturés (béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire, etc....)

Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments peuvent être classés en 3 catégories distinctes :

Il est précisé à l'entreprise que le maître d'ouvrage privilégie la valorisation, matière et énergétique des déchets. Ainsi l'entrepreneur installera sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes, nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau, suivant le schéma de principe ci-après.

Les déchets inertes (D.I) :

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets sont destinés soit au recyclage soit au stockage en site de classe III.

Les déchets industriels banals (D.I.B.) :

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxique et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono-matériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume, etc...)

soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique, etc...

Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en stockage de classe II.

Les déchets industriels spéciaux (D.I.S.) :

Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.

Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier seront organisés par l'entreprise en fonction des natures des déchets et de leur catégorie.

Un complément de tri sera effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées.

2.14.2. Zones de regroupement des matériaux sur le site

L'entreprise doit créer sur le site une ou plusieurs zones de regroupement pour l'ensemble des matériaux triés par nature. Les zones seront balisées à l'aide de clôture de type "HERAS". Chaque zone sera identifiée à l'aide de panneaux DIS – DIB – VERRE – FERREUX – BOIS

2.14.3. Destinations privilégiées par ordre de priorisation

Recyclage

Combustibles Solides de Récupération (valorisation énergétique)

Usine d'incinération

Centre d'enfouissement technique de classe II

Centre d'enfouissement technique de classe III

Granulats pour revente après concassage avec extraction des métaux ou CET III

2.14.4. Revalorisation, recyclage

Ces opérations auront pour objectif l'impact sur l'environnement, en termes de production de déchets par :

La valorisation des déchets, réemploi, recyclage ou valorisation énergétique, concassage pour les inertes ...

L'organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et en volume

La valorisation du béton du bâtiment en granulats pour remblai ou technique routière à minima voire à granulats béton de type 1 (selon le choix de scénario A, B ou C, une moins-value sera à renseigner au DPGF afin de favoriser la maximisation du potentiel marchand du béton du bâtiment qui passe notamment par le tri des matériaux en phase curage et démolition)

2.14.5. Traçabilité

L'entreprise devra prévoir dans son offre toutes les opérations d'évacuation, de valorisation et de recyclage des déchets de chantier. Seront inclus également les droits de décharge pour les déchets étant dirigés vers le CET.

Dans le cas de réemploi de matériaux inertes concassés, en remblaiement sur un terrain privé, l'entreprise devra fournir avant toute évacuation, l'autorisation du propriétaire du terrain, ainsi que celui de la commune traversée et concernée.

L'entreprise devra gérer rigoureusement ses évacuations et fournir un justificatif pour toute rotation, soit des bons de pesées, soit des factures pour revente, soit des bons de livraison chez les collecteurs agréés ...L'ensemble de ces documents sera remis à la maîtrise d'œuvre à chaque réunion de chantier pour constituer en fin d'opération un DOE, assurant au maître d'ouvrage la bonne destination de ses produits.

Dans les DOE, les justificatifs seront accompagnés d'un bordereau récapitulatif par classe de produits (inertes, DIB, DIS, ...).

La remise du DOE complet conditionne le règlement de la dernière situation de l'entreprise.

Les candidats présenteront leur protocole de suivi des tonnages dans leur mémoire technique sur la partie valorisation des granulats demandé dans le dossier de réponse du présent appel d'offre.

2.15. HEURES D'INSERTION

L'entreprise titulaire du présent lot devra intégrer à ses équipes des personnes provenant d'une structure d'insertion professionnelle. Les heures et journées de travail du personnel d'insertion devront être justifiées. Les modalités concernant l'insertion professionnelle sont indiquées dans le présent dossier de consultation.

2.16. PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LE LIEU DES TRAVAUX

Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur ne peut s'éloigner du lieu des travaux qu'après avoir fait agréer par le « Maître d'Ouvrage » un représentant capable de le remplacer de manière qu'aucune opération ne puisse en être retardée ou suspendue en raison de son absence.

L'entrepreneur accompagnera le représentant du maître d'ouvrage dans les visites de chantier toutes les fois qu'il en sera requis.

2.17. OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT

Le présent descriptif définit l'essentiel des ouvrages dus par l'entreprise. Toutefois, certains menus ouvrages ne peuvent être décrits explicitement, il va de soi que ces travaux font partie du caractère forfaitaire du prix et qu'ils sont, en tout état de cause, dus par l'entreprise.

Il en est de même pour tous les ouvrages nécessaires à la parfaite finition des ouvrages au titre du respect des règles de l'art.

3. PREPARATION DE CHANTIER

3.1. INSTALLATION DE CHANTIER

3.1.1. Constat d'huissier

En démarrage d'opération, l'entrepreneur en accord avec le maître d'ouvrage, fera établir un constat d'huissier sur l'état des voiries, bordures, trottoirs et autres abords de l'hôpital, tous frais à la charge du présent lot, y compris la remise en état des lieux après travaux.

Le constat d'huissier reprendra également les remarques éventuelles sur les espaces verts de proximité.

Un constat d'huissier contradictoire sera à nouveau réalisé en fin de purge de façon à définir exactement les zones à remettre en état.

Ce constat d'huissier initial sera complété et annexé d'un reportage photographique complet faisant partie intégrante dudit constat. Il sera lié de manière précise aux travaux réalisés sur les bâtiments existants avant pose de l'échafaudage (façades, passerelle toiture terrasse...)

Il sera transmis au :

- Maître d'ouvrage
- Maître d'œuvre
- Coordonnateur SP

Localisation :

Un constat par phase.

3.1.2. Démarches administratives

Le titulaire du présent lot doit toutes les démarches administratives si nécessaires pour établir l'emprise du chantier sur le domaine public. Il prévoira dans son prix, tous les frais à régler pour l'occupation éventuelle du domaine public pendant la durée des prestations de son lot.

L'emprise de chantier proposée apparaît sur les plans de consultation. L'entreprise s'appuiera sur celle-ci pour chiffrer son offre.

Il fournira les bordereaux de mise en décharge des déchets avec les taux de revalorisation, réutilisation et recyclage. Un SOGED sera produit et fourni au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre durant la période de préparation de chantier.

Un planning détaillé avec courbe d'effectif et matériel est à produire à minima pour les tâches suivantes (Sécurisation, pré-purge, désamiantage, seconde purge).

Localisation :

Autorisation d'occupation de voirie pour les prestations du présent lot.

3.1.3. Confinement de chantier

Le chantier doit être clos pendant toute la durée des travaux. Les clôtures seront de type pleines. L'ensemble sera installé d'un seul tenant autour du site. Les clôtures devront être mises en place dès la date d'OS.

Le positionnement des clôtures sera évolutif et suivra un phasage à définir conjointement entre les différents acteurs du chantier : Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordinateur SPS, ...

L'entreprise fournira dans son offre les plans d'installation de chantier de principe pour chaque phase du chantier. Ces plans seront étudiés, modifiés si nécessaire et validés en phase de préparation.

Il sera prévu également, la signalétique nécessaire à la sécurité telle que « Chantier interdit au public », « Port du casque obligatoire », etc. aussi souvent que nécessaire.

Il est rappelé que les postes et armoires techniques autres doivent rester accessibles, aux agents des services concernés, 24 heures sur 24.

L'ensemble sera démonté et évacué en fin de chantier.

Localisation : Ensemble des clôtures nécessaires

3.1.4. Base vie

L'Entreprise du présent Marché doit réaliser les prestations suivantes et prévoir à sa charge les frais qui découlent de ce qui suit, à savoir :

- Fourniture et pose de bungalows permettant de constituer la base vie à hauteur de :
 - Un vestiaire commun pour le Personnel.
 - Une salle commune (salle à manger, salle de réunion et bureaux) avec lavabo, urinoir et WC.
 - Une zone de stockage à l'air libre.
 - Une clôture treillis au pourtour de la base vie.
- La réception des installations électriques de chantier par un Organisme agréé.
- La constitution d'un exemplaire du dossier Marché dans une armoire spécifique.
- Toute autre installation rendue nécessaire par la nature de l'opération.

La base vie sera installée dans l'emprise du site à un endroit défini par le Maître d'ouvrage. Pour les besoins spécifiques des installations de chantier, l'Entreprise du présent lot aura à sa charge les prestations suivantes :

- Le raccordement électrique des bungalows.
- La fourniture, la pose et le raccordement des canalisations d'eau et d'évacuation EU et EV sur les installations existantes.

- Le balisage des zones de travaux à l'intérieur du bâtiment par dispositif interdisant le franchissement.
- Tous travaux de nettoyage et de passage de l'aspirateur à proximité des zones de travaux réalisées par le Titulaire.
- Etc...

Il est précisé à l'Entreprise du présent Marché, que les ouvrages qui participent au balisage des travaux, ne doivent pas empêcher les utilisateurs du site et les visiteurs de pouvoir circuler librement et d'accéder à leurs zones respectives (escalier, sortie de secours, bureaux, etc...).

3.1.5. Balisage du chantier

L'entrepreneur titulaire du présent lot doit le balisage du chantier et la signalisation sur voie publique qui serait nécessaire dans le cadre de ses travaux, et ce en accord avec les services municipaux.

Le balisage comprend la réalisation de passages piétons par mise en place de bandes jaunes aux dimensions normalisés, emplacement à définir avec les services municipaux concernés.

Panneaux de signalisations en nombre suffisant en cas de modification des sens de circulation ou des règles de circulation.

Localisation : Pour l'ensemble des travaux

3.1.6. Transports

3.1.6.1. Extérieur au chantier

Un plan de circulation devra être mis au point, en concertation avec les services de Police, les services techniques municipaux et l'entrepreneur et ce de façon à gêner le moins possible la circulation urbaine, les pompiers et les riverains.

Les éventuelles coupures de voirie devront y être indiqué et les demandes officielles correspondantes engagées en phase de préparation de chantier.

Localisation : Pour le projet

3.1.6.2. Propreté des chaussées

L'entrepreneur prendra toutes les mesures utiles afin de garder les voies adjacentes au chantier en parfait état de propreté.

A cette fin, il fera procéder au balayage régulier des chaussées au moyen des véhicules appropriés et plus particulièrement avant chaque week-end.

En cas de réclamation des services de mairie ou LMCU, des services de police ou des riverains, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder, aux frais de l'entrepreneur, aux travaux de nettoyage des chaussées souillées.

Localisation : Voies adjacentes au chantier.

3.1.7. MOYENS D'ACCES

L'entrepreneur du lot GO a mis à disposition un monte-charge pour accéder aux différents niveaux via une menuiserie extérieure.

Cependant le titulaire du présent lot chiffrera l'utilisation de ce lift correspondant à la durée de ses interventions.

La dépose de l'allège amiantée est à la charge du présent lot.

4. TRAVAUX DE DEPOSE ET REPOSE

L'entreprise procédera à l'ensemble des travaux de dépose et repose nécessaire dans le cadre des travaux d'amélioration de la sécurité incendie.

La dépose des appareillage sanitaires est à charge du lot CVC

4.1. DEPOSE DES FAUX PLAFONDS

L'entreprise titulaire du lot « GROS OEUVRE » a en charge la réalisation d'un flocage sous plancher béton afin de garantir la stabilité au feu de cet ouvrage.

L'entreprise titulaire du présent lot procédera à la dépose de l'ensemble des faux plafonds compris revêtement éventuels attenant. La prestation comprend la dépose des ossatures et la conservation des éléments des corps d'état techniques secondaire tels que :

- Réseaux de chauffage
- Réseaux CFO CFA
- Réseaux de plomberie
- Réseaux fluide médicaux

Localisation : Suivant plans

Ensemble des faux-plafonds des bâtiments A et C au R+1 et R+2, y compris passerelles d'accès suivant phase schéma directeur

4.2. DEPOSE DES PORTES

L'entreprise aura à charge la dépose et évacuation de l'ensemble des portes.

Localisation :

Ensemble portes existantes suivant plans état existant état projeté

4.3. DEPOSE DES PORTES DE GAINES TECHNIQUES ET PLACARDS

L'entreprise aura à sa charge la dépose et l'évacuation de l'ensemble des portes et façade de gaines techniques (hormis celles des locaux centraux de l'Aile A).

Localisation :

Ensemble portes de placards de gaines techniques existantes suivant plans état existant état projeté.

Elle prévoira également la dépose et l'évacuation :

- Des placards et étagères des différents bureaux, postes de soins et réserves (toutes pièces hormis les chambres)
- Les placards techniques pour la colonne électrique dans l'escalier de l'Aile A sur tous les niveaux (du R+1 au R+4), y compris socle et talonnettes.
- Les armoires de fluides médicaux sur les 2 niveaux.

4.4. DEPOSE ET REPOSE

L'entreprise aura à sa charge la dépose soignée puis la repose des éléments suivants :

- L'ensemble des lève-personnes au plafond, existants dans les chambres au R+2 de l'Aile A, y compris les rails, fixations et accessoires.
- Les mains-courantes situées dans les circulations au R+1 et R+2.
- Les placards des chambres (portes, tablettes et accessoires).

Chaque équipement sera identifié précisément avec un repère puis stocké dans un local défini par le Maître d'ouvrage avant leur repose. Leur remise en place aura lieu après les travaux de finition.

5. TRAVAUX DE CURAGE

5.1. TRAVAUX DE DESAMIANPAGE

5.1.1. Rapport amiante

L'entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble des rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux. Son offre tiendra compte de la totalité des Diagnostics Amiantes Techniques réalisée par le Maître d'ouvrage.

5.1.2. Normes et règlements

5.1.2.1. Réglementation « Santé Publique »

- Code de la santé publique, articles R 1334-14 à R 1334-29-9 ; articles R 1337- 2 à R 1337-5 et annexe 13-9
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis

5.1.2.2. Réglementation « Travail »

- Décret n°2013-594 du 5 Juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de VLEP aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Code du travail, articles L 4121-1 et suivants et R 4412-94 à R 4412-148
- Code du travail, article D 4153-28 et article D 4154-1
- Code du travail, articles D 4121-6 à -9 et arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail
- Code du travail, articles R 4624-16 et 18 concernant la surveillance médicale renforcée des salariés concernés

- Arrêté du 22 février 2007 modifié le 13 octobre 2009 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

5.1.2.3. Réglementation « Construction et habitat »

- Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (R 111-43 à 48)
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiment

5.1.2.4. Réglementation « Environnement »

- Code de l'environnement, articles L 541-1 et suivants, R 541-7 et suivants et R 551-1 à R 551-13
- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatifs aux déchets dangereux
- Arrêté du 9 septembre 1997 modifié par les arrêtés du 19 janvier 2006 et 12 mars 2012, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment (non publiée au JO)
- Circulaire DPPR/SDPD n° 97-0320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets (non publiée au JO)
- Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- Arrêté du 26 Juillet 2012 qui concerne la modification du formulaire CERFA n°11861*03

5.1.2.5. Réglementation Européenne

- Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2004 portant sur la coordination du système de sécurité sociale
- Directive 2009/148/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail
- Circulaire DGT 2008/17 du 5 octobre 2008 relative au détachement transnational de travailleurs en France dans le cadre d'une prestation de services

5.1.2.6. Normes

- NF X 43-010 (Août 2012), Référentiel technique pour la certification des entreprises
- NF X 43-011 (Août 2012), Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises
- NF X 43-050, Qualité de l'air – Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission – Méthode indirecte

- NF X 43-269, Qualité de l'air – Air des lieux de travail – Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META – Comptage par MOCP
- NF X 46-020 Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie
- NF X 46-021 Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis – Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante – Mission et méthodologie
- NF EN 529, Appareils de protection respiratoire – Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance – Guide (indice de classement : S 76-005)
- NF EN 1822 Filtres à air à haute efficacité (EPA, HEPA et ULPA) (indice de classement : X 44-014)
- NF EN 12021, Appareils de protection respiratoire – Air comprimé pour appareil de protection respiratoire isolant (indice de classement : S 76-006)
- NF EN 12941, Appareils de protection respiratoire – Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule – Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-034)
- NF EN 12942, Appareils de protection respiratoire – Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques – Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-035)
- NF EN 14593-1, *Appareils de protection respiratoire – Appareils de protection respiratoire isolants* à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande – Partie 1 : Appareil avec masque complet – Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)
- NF EN 14593-2, Appareils de protection respiratoire – Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande – Partie 2 : Appareil avec demi-masque à pression positive – Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-058)
- NF EN 14594, Appareils de protection respiratoire – Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu – Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)
- NF EN ISO 16000-7, Air intérieur – Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (indice de classement : X 43-404-7)

5.1.2.7. Documents de référence

- Guide ED 6091, Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante – Guide de prévention, INRS
- Guide ED 6028, Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets – Guide de prévention, INRS
- Guide ND 2137:2000, Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante, INRS
- GA X 46-033, Air intérieur – Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air – Guide d'application de la norme NF EN ISO

5.1.3. Étendue de la prestation

Les prix du marché comprennent :

- Les installations de chantier et leur maintenance pendant la durée des travaux.
- Tous les échafaudages, agrès, engins, dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux et leur maintenance pendant la durée des travaux.
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux.
- Les branchements eau et électricité.
- Les frais de consommation d'eau et d'énergie électrique.
- La mise à disposition des appareils nécessaires pour les contrôles, mesures, analyses, etc.
- Tous les contrôles, mesures, analyses, etc. en conformité avec la réglementation, avant, pendant et en fin de travaux.
- Les frais de ces contrôles, mesures, analyses, etc. par des organismes agréés ou des laboratoires.
- Toutes les installations et équipements de sécurité réglementaires.
- Les prestations et frais entraînés pour le respect de la législation concernant la sécurité et la protection de la santé sur les chantiers.
- Tous les nettoyages en cours de travaux.
- La réalisation des confinements nécessaires.
- Le nettoyage en cours de travaux et en fin de chantier des voies extérieures et des abords.
- L'établissement de tous les plans et pièces annexes :
 - Plans des installations de chantier.
 - Plans de prévention.
 - Plans de retrait.
 - Plans de zones de confinement.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution.
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

5.1.4. Plan de retrait

Dès émission de l'ordre de Service par le Maître d'Ouvrage, le titulaire du présent lot devra transmettre, dans les plus brefs délais, un plan de retrait aux interlocuteurs suivants :

- Inspection du Travail ;
- Médecin du Travail ;
- CHSCT ou délégués du personnel de l'entreprise ;
- Services de prévention de la Sécurité Sociale ;
- OPPBTP.
- CSPS.

Ce plan de retrait comportera les éléments minimaux suivants (liste non exhaustive) :

- Renseignements administratifs (coordonnées des différents interlocuteurs, liste des organismes officiels et des médecins du travail, qualifications de l'entreprise, etc.) ;
- Renseignements généraux concernant le chantier (adresse, nature des travaux, planning d'exécution, organigramme, horaires, filières d'évacuation, contraintes, etc.) ;

- Analyse des risques (procédés et méthodes liées à l'activité sur site, la nature des travaux, l'utilisation des produits, etc.) ;
- Installation de l'entreprise sur le chantier (plan d'installation de chantier) ;
- Travaux préalables en début de chantier (travaux de déménagement, de dépose, de neutralisation, etc.) ;
- Travaux de préparation en chantier (confinement des zones, tests de fumées, etc.) ;
- Travaux de retrait (Modes opératoires spécifiques aux matériaux à traiter) ;
- Programme de contrôle pendant les travaux (contrôles d'empoussièrement avec localisation des points de mesure) ;
- Evacuation des déchets (conditionnement des déchets, étiquetage, évacuation, bordereau de suivi, etc.) ;
- Nettoyage des zones de travaux (nettoyage des zones et du matériel employé, retrait des films, etc.) ;
- Restitution des locaux après travaux (mesure d'empoussièrement terminale) ;
- Matériels employés (caractéristiques des équipements : base vie, matériels et matériaux employés, EPI, etc.).

Le démarrage du chantier est conditionné par la validation du plan de retrait.

5.1.5. Base vie spécifique aux travaux de désamiantage

Installation d'une Base Vie spécifique aux travaux de désamiantage, comprenant notamment la mise en place de douches avec eau chaude, d'un sas avec zone de déshabillage pour décontamination, etc.

Le maître d'ouvrage dispose d'un groupe électrogène de secours sur site et sera à disposition de l'entreprise. Ce groupe fera l'objet d'un contrôle par un organisme certifié à charge du maître d'ouvrage

De même, en complément du raccordement sur le réseau de distribution d'eau potable de chantier, il sera prévu une cuve à eau. Les eaux de lavage seront récupérées.

5.1.6. Aménagement et préparation des zones pour travaux extérieurs

Les installations de chantier spécifiques aux travaux de désamiantage sont à mettre en œuvre par la présente entreprise y compris leur repli ultérieur et la remise en état du site.

Les raccordements en eau et en électricité se feront au droit des alimentations de la Base Vie ; les alimentations sont également dues par l'entreprise.

L'entrepreneur devra la mise en œuvre d'un balisage complémentaire à celui existant sur site afin de qualifier les zones contenant de l'amiante et de baliser un parc « Amiante » pour les déchets.

L'entrepreneur du présent lot devra l'aménagement et la préparation des zones pour les travaux de désamiantage extérieur, conformément à la réglementation en vigueur, suivant le mode de retrait qu'il aura choisi.

Dans le cas d'un retrait « mécanique », l'entrepreneur se chargera de la mise en œuvre de barrières de chantier au droit des zones d'intervention.

La prestation de l'entreprise comprend toutes les démarches réglementaires pour occupation temporaire du Domaine Public.

Localisation : Selon localisation des déchets amiantés.

5.1.7. Aménagement et préparation des zones pour travaux intérieurs

L'entrepreneur se chargera de tous les travaux relatifs à l'aménagement et à la préparation des zones pour les travaux de désamiantage intérieur, conformément à la réglementation en vigueur, permettant notamment le confinement de celles-ci.

Dans un premier temps, ces confinements seront réalisés sur plans et validés auprès des différents interlocuteurs. Ces plans comporteront également la localisation des sas d'accès, du cheminement des déchets, des extracteurs, etc.

La prestation comprend la fourniture et la pose de l'ensemble des matériaux et consommables nécessaires à l'aménagement et à la préparation des zones, tels que (liste non exhaustive) :

Films plastiques avec adhésif étanche ;

Peintures lessivables ;

Sas d'accès modulaires ;

Extracteurs compris percements éventuels pour mise en œuvre.

Les équipements électriques seront raccordés sur une armoire électrique de chantier spécifique aux travaux de désamiantage. Cette armoire sera secourue par un groupe électrogène.

Localisation : Selon rapports amiante et phasage du schéma directeur

5.1.8. Travaux de dépose

Les travaux consistent en la dépose et au conditionnement des déchets amiantés suivant repérage effectué. Il est à noter que l'intégralité des matériaux amiantés du site seront à évacuer.

Ces travaux de dépose se feront par dépose, grenailage, rectification et ponçage soit par dispositif à captage de poussières intégré à la machine, soit par un dispositif raccordé à un aspirateur à filtration très haute efficacité, compris toutes sujétions telles qu'échafaudages et protections nécessaires à la réalisation des travaux.

Localisation : Selon rapports amiante et phasage du schéma directeur

- Traitement des sols murs plafonds sur tous les étages compris cage d'escalier

Nota : le traitement de l'amiante dans les cages d'escaliers sera réalisé après désamiantage de l'ensemble des niveaux des bâtiments

Nota : les joints de mastic de vitrage des menuiseries extérieurs ainsi que les allèges sont concernés par les travaux de désamiantage.

La dépose des châssis existants amiantés est à la charge du présent lot.

5.1.9. Evacuation des déchets

Les déchets provenant des déposes seront mis sur palettes sous double film plastique ou dans des « bigs bags » prévus à cet effet ; ils comporteront un étiquetage spécifique « AMIANTE » selon la réglementation en vigueur.

Dans le cas où un stockage provisoire du site dans l'attente d'une évacuation « commune » est nécessaire, cette zone sera définie en plein accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ainsi que le coordonnateur SPS, le cas échéant.

L'implantation de la zone devra obligatoirement être mentionnée dans le plan de retrait. Elle sera aménagée avec des clôtures de chantier en périphérie, à l'intérieur du chantier, et fermée par cadenas.

L'entrepreneur aménageant cette zone se devra de contrôler le respect de celle-ci. En particulier, la décharge sauvage de gravats de quelques natures qu'ils soient, à l'intérieur de cette zone, vaudra que ces déchets soient considérés comme contenant de l'amiante et qu'ils soient traités en tant que tel.

Les bordereaux de suivi des déchets devront être transmis au Maître d'Ouvrage en temps utile.

Les frais liés à la manutention, au transport et à la décharge sont supportés par l'entrepreneur.

5.1.10. Contrôles – Analyses

- Une ou plusieurs séries de mesures à faire effectuer par un laboratoire agréé jusqu'à obtention du niveau d'empoussièrément exigé, toutes prestations nécessaires pour obtenir ce résultat étant à la charge de l'entreprise.
- Renouvellement d'air après assainissement, au minimum 50 opérations de renouvellement d'air avant que ne soient effectuées les mesures libératoires.

5.1.11. Restitution des locaux

Pour la restitution des locaux, les mesures libératoires doivent obtenir le niveau d'empoussièrément suivant normes en vigueur.

À ce sujet, il est rappelé que le taux maximum d'empoussièrément en milieu urbain est de 2 à 3 fibres/litre.

En application du décret n°2011-129 du 03/06/2011, la maîtrise d'ouvrage fera procéder à l'issue des travaux, à l'examen visuel après travaux de retrait ou confinement, ainsi qu'aux mesures de d'empoussièrément associées.

5.1.12. Dossier des ouvrages exécutés partie désamiantage

Ce dossier comprendra obligatoirement :

- Les pièces techniques du dossier de consultation.
- Le mémoire et les autres pièces remises par l'entrepreneur avec son offre.
- Le ou les plans de retrait.
- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé, toutes ces pièces mises conformes à l'exécution.
- Les plans de repérage des locaux traités avec tous les détails, coupes, etc.

- Une copie de toutes les fiches d'essais, d'analyses de laboratoires de PV de contrôles, etc. obligatoires, selon la réglementation.
- Une copie de toutes les déclarations obligatoires faites par l'entrepreneur auprès des différents organismes.
- Une copie des bordereaux de dépôt des déchets mentionnant le poids de ces déchets.

5.1.13. Rapport final d'intervention

L'entrepreneur doit établir un document récapitulatif d'intervention comprenant :

- La description et le détail des travaux réalisés ;
- La chronologie des opérations ;
- Copie de toutes les fiches ou PV des contrôles, mesures, analyses, etc. effectuées pendant toute la durée du chantier et lors de la restitution ;
- Les particularités de l'opération, le cas échéant ;
- Copie du registre des contrôles imposé par l'arrêté du 14 mai 1996 ;
- Copie de toutes les pièces relatives à l'enlèvement des déchets :
- Les fiches de pesage.
- L'autorisation de mise en décharge.
- Les certificats de mise en décharge.
- Les bordereaux de suivi des déchets.
- Et toutes autres pièces éventuelles concernant le déroulement des travaux.

5.2. TRAVAUX DE CURAGE

Les travaux comprennent :

- Dépose de tous les revêtements de sols suite au désamiantage et cas particulier.
- Dépose soignée des faïences murales.
- Dépose des sols souples.
- Dépose des plinthes soignée.
- Dépose des cloisons lourdes et légères (y compris note de calcul structure).
- Dépose des cloisons vitrées.
- Dépose des paillasses.
- Dépose du mobilier.
- Dépose de goulottes et panneaux d'affichage.
- Dépose des coffres d'habillage et tablette bois des menuiseries extérieures, y compris baguette en bois et coffrage entre les menuiseries.
- Dépose des protections murales, y compris colle.
- Dépose du monte dossier au R+2 de l'Aile C.

La dépose des éléments muraux (faïences, protections murales, etc..) devra être réalisée de manière soignée pour permettre une mise en œuvre correcte des futurs revêtements muraux prévue au lot Finition.

Le but à atteindre dans la réalisation de cette purge est de déshabiller les plateaux de façon à effectuer toutes les déposes pouvant gêner ou étant nécessaire aux autres corps d'états.

Suite aux interventions de désamiantage et de curage, l'entreprise devra ainsi prévoir l'ensemble des reprises et déposes complémentaires afin de s'assurer que les différents supports (murs, sols, plafonds) soient le plus propre et lisse possible et exempts de défauts, fissures, résidus ou autre. Le titulaire du présent lot aura ainsi à sa charge les rebouchages et aplanissements éventuels ainsi que la dépose d'éléments qui subsisteraient tels que des fixations, scellements, tiges filetées, colliers, vis, etc...

L'ensemble des surfaces et parements devront par conséquent être parfaitement nettoyés de toute trace d'ancien revêtement, enduit, colle ou autre et parfaitement approprié pour recevoir les prestations des autres corps d'état.

Nota : les installations des corps d'état techniques doivent être maintenus.

Les débris, gravois, vieux matériaux provenant des différentes déposes et démolitions seront évacués soit par camion, soit par bennes louées aux services communautaires ou municipaux. A l'achèvement des interventions, la totalité des déchets devra être enlevée et le chantier aussi propre que possible. Important : Les engins de levage, frais de location de bennes ou de camions, frais de décharge sont dus à la charge du présent lot.

Localisation : Suivant plans